

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC
N° : 200-11-019127-102

COUR SUPÉRIEURE
(Siégeant en vertu de la *Loi sur les arrangements
avec les créanciers des compagnies*)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT OU COMPROMIS DE:

CHANTIERS DAVIE INC.

Requérante-Débitrice

et

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE
INC.

Contrôleur

**REQUÊTE EN AUTORISATION D'UNE ENTENTE D'EXCLUSIVITÉ ET EN
PROROGATION DE DÉLAI**

(Articles 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*,
L.R.C. 1985, c. C-36)

À L'UN DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE
COMMERCIALE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC, LA REQUÉRANTE
EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

Introduction

1. Le 25 février 2010, l'Honorable Martin Castonguay, J.C.S., a émis une ordonnance initiale (l'« **Ordonnance Initiale** ») à l'égard des Chantiers Davie Inc. (la « **Débitrice** »), tel qu'il appert du dossier de la Cour;
2. Aux termes de l'Ordonnance Initiale, Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. (le « **Contrôleur** ») a été nommée contrôleur;
3. Tel qu'il appert de l'Ordonnance Initiale, l'Honorable Juge Castonguay a ordonné, *inter alia*, la suspension des procédures jusqu'au 26 mars 2010;
4. Par la suite, l'Honorable Étienne Parent, J.C.S., a émis sept ordonnances prorogeant la suspension des procédures. L'ordonnance la plus récente a été émise le 10 mars 2011 et a prorogé la suspension des procédures jusqu'au 1^{er} avril 2011 (l'« **Ordonnance de Prorogation** »), tel qu'il appert du dossier de la Cour;
5. Le 17 mars 2011, l'Honorable Juge Parent a émis une ordonnance approuvant un financement temporaire, assorti d'une sûreté prioritaire;

6. Par la présente requête, la Débitrice demande respectueusement à cette honorable Cour d'autoriser la Débitrice à signer une entente d'exclusivité et de proroger la suspension des procédures jusqu'au 19 mai 2011, pour les motifs donnés ci-dessous;

Entente d'exclusivité

7. Depuis l'émission de l'Ordonnance Initiale, la Débitrice a fait et continue de faire des efforts importants pour faire progresser sa restructuration, avec comme objectif de relancer ses opérations dans le meilleur intérêt de toutes les parties prenantes;
8. Dans ce contexte, la Débitrice a reçu des lettres d'intérêt de plusieurs investisseurs ou acheteurs potentiels (les « **Partenaires Potentiels** »);
9. En collaboration avec le Contrôleur, la Débitrice a analysé les lettres d'intérêts et négocié de façon intensive avec plusieurs des Partenaires Potentiels pour évaluer leur capacité de conclure une transaction dans des délais et conditions acceptables;
10. Le plus important créancier garanti de la Débitrice, Investissement Québec, qui est également le prêteur temporaire, a suivi de très près les discussions avec tous les Partenaires Potentiels;
11. Au terme de ce processus, la Débitrice a conclu que le Partenaire Potentiel avec lequel elle aura le plus de chance de conclure une transaction pouvant permettre à l'entreprise d'être viable à long terme est le groupe composé de Fincantieri - Cantieri Navali Italiani S.p.A. (« **Fincantieri** ») et DRS Technologies Canada Ltd. (« **DRS** ») (conjointement, le « **Groupe Fincantieri/DRS** »);
12. Fincantieri est une société fondée il y a plus de 70 ans ayant son siège à Trieste, en Italie. Elle est spécialisée dans la construction de grands navires civils et militaires et dispose de neuf chantiers en Italie et cinq aux États-Unis. Forte d'un chiffre d'affaire d'environ 4,5 milliards de dollars en 2009, elle emploie environ 11 000 personnes en Europe et en Amérique du Nord;
13. DRS est la filiale canadienne de DRS Technologies, Inc. Ces deux sociétés font partie d'un groupe fondé il y a plus de cinquante ans. Elles figurent parmi les plus importants fournisseurs d'équipement électronique de pointe aux armées et marines canadienne, américaine et de pays alliés. DRS Technologies, Inc. est une filiale de Finmeccanica S.p.A., dont le siège est à Rome. Cette dernière société est un conglomérat axé sur la haute technologie présent dans une centaine de pays, qui a plus de 75 000 employés et avait en 2009 un chiffre d'affaires de 18 milliards de dollars;
14. Afin de poursuivre le processus de négociation, le Groupe Fincantieri/DRS a exigé la conclusion d'une entente par laquelle la Débitrice s'engage à négocier avec le Groupe Fincantieri/DRS sur une base exclusive jusqu'au 30 juin 2011;
15. La transaction envisagée avec le Groupe Fincantieri/DRS offre la meilleure possibilité de continuité, de viabilité à long terme, de restructuration de l'entreprise de la Débitrice et de distribution d'un dividende aux créanciers ordinaires de la Débitrice. Elle permettrait une participation à la SNACN par le Groupe Fincantieri/DRS, qui a une importante

expérience et une expertise de pointe en matière de construction navale, tant civile que militaire. Aussi, elle favoriserait le développement de ce secteur industriel au Québec;

16. La Débitrice juge qu'il est dans le meilleur intérêt de toutes les parties prenantes qu'elle octroie l'exclusivité au Groupe Fincantieri/DRS, dans le but ultime de conclure une transaction dans les plus brefs délais;
17. La Débitrice désire intervenir à l'entente d'exclusivité produite au soutien des présentes comme **Pièce R-1** (l'« **Entente d'Exclusivité** »), laquelle prévoit, entre autres, qu'elle sera en vigueur jusqu'au 30 juin 2011, dans la mesure où le Groupe Fincantieri/DRS soumet une offre ferme de transaction au plus tard le 13 mai 2011;
18. Tel qu'il appert de son 15^{ème} Rapport produit au soutien des présentes comme **Pièce R-2**, le Contrôleur appuie la décision de la Débitrice de signer l'Entente d'Exclusivité et appuie la présente requête;
19. Tel qu'il appert de l'Entente d'Exclusivité, celle-ci doit être approuvée par cette honorable Cour.

Prorogation de délai

20. Depuis l'émission de l'Ordonnance de Prorogation, la Débitrice a notamment :
 - (a) continué les discussions, échanges, rencontres et négociations avec les Partenaires Potentiels;
 - (b) négocié l'Entente d'Exclusivité avec le Groupe Fincantieri/DRS;
 - (c) tenu des discussions avec et/ou transmis de l'information à ses principaux clients et créanciers ainsi disposés;
 - (d) tenu de nombreuses rencontres avec les autorités gouvernementales fédérale et provinciale pour évaluer leur appui et leur participation potentielle;
 - (e) participé à plusieurs rencontres avec les responsables de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale du Gouvernement du Canada (« **SNACN** »); et
 - (f) continué la préparation d'un plan détaillé et d'un budget pour sa participation au processus de sélection de la SNACN.
21. Vu la signature à venir de l'Entente d'Exclusivité et l'avancement de sa restructuration, la Débitrice requiert un délai additionnel afin de conclure et mener à terme une transaction permettant la reprise des opérations du chantier;
22. Durant cette période, la Débitrice désire :
 - (a) signer l'Entente d'Exclusivité;

- (b) continuer à participer au processus de la SNACN, conjointement avec le Groupe Fincantieri/DRS;
 - (c) continuer à négocier les modalités d'une transaction avec le Groupe Fincantieri/DRS;
 - (d) le cas échéant, conclure une transaction.
23. La Débitrice projette de finaliser dans les prochains jours un financement temporaire additionnel et en demander l'approbation par cette honorable Cour;
24. Il est dans le meilleur intérêt de toutes les parties que la Débitrice poursuive ses efforts pour conclure une transaction permettant la reprise des opérations du chantier;

Conclusion

25. De l'avis de la Débitrice, aucun créancier ne subira de préjudice en raison de l'autorisation de signer l'Entente d'Exclusivité et de la prorogation de la suspension des procédures demandées aux termes des présentes;
26. La Débitrice est d'avis que la prorogation de la suspension des procédures demandée est appropriée dans les circonstances, à la lumière, notamment, des prévisions du flux monétaire de la Débitrice produites au soutien du 15^{ème} Rapport du Contrôleur, tel qu'il appert du 15^{ème} Rapport du Contrôleur (**R-2**);
27. La Débitrice a agi et continue d'agir de bonne foi et avec la diligence voulue;
28. À la lumière de ce qui précède, la Débitrice demande respectueusement à cette Cour d'autoriser la signature de l'Entente d'Exclusivité et de proroger la suspension des procédures telle que prévue à l'Ordonnance Initiale jusqu'au 19 mai 2011;
29. La présente requête est bien fondée en faits et en droit;

PAR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR DE :

ABRÉGER les délais de signification de la présente Requête en autorisation d'une entente d'exclusivité et en prorogation de délai (la « **Requête** »);

ACCUEILLIR la Requête;

DÉCLARER que la Requête a été dûment signifiée, que les avis de présentation de la Requête sont suffisants et dispenser la Débitrice de tout avis supplémentaire;

AUTORISER Chantiers Davie Inc. à signer une entente d'exclusivité avec Fincantieri - Cantieri Navali Italiani S.p.A. et DRS Technologies Canada Ltd., avec toute modification que les parties jugeront appropriées, et **AUTORISER** la Débitrice à s'y conformer;

PROROGER la date de suspension des procédures (telle que définie dans l'Ordonnance Initiale) jusqu'au 19 mai 2011, le tout suivant les conditions prévues par l'Ordonnance Initiale;

PRENDRE ACTE des activités du Contrôleur telles que décrites dans le 15^{ème} Rapport du Contrôleur, **Pièce R-2**;

ORDONNER l'exécution provisoire de cette ordonnance nonobstant appel et sans caution;

LE TOUT SANS FRAIS, sauf en cas de contestation.

MONTREAL, le 30 mars 2011

Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L./s.r.l.

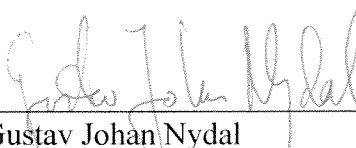
Procureurs de la Requérante-Débitrice

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Gustav Johan Nydal, exerçant ma profession aux Chantiers Davie Inc., 22, rue George-D.-Davie, Lévis, province de Québec, G6V 8V5, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis le Président et Chef de la direction des Chantiers Davie Inc.;
2. J'ai lu la présente *Requête* de la Débitrice;
3. Les faits allégués dans la présente *Requête* sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :



Gustav Johan Nydal

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT DEVANT MOI,
À Montreal, CE 30^e JOUR DE MARS 2011.



Lynne St-Amour

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION POUR
TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DU QUÉBEC



AVIS DE PRÉSENTATION

- À: INVESTISSEMENT QUÉBEC**
393, rue Saint-Jacques, Bureau 500
Montréal QC H2Y 1N9
Me Pierre Lafrenière
courriel: pierre.lafreniere@invest-quebec.com
- À: STEIN MONAST** **Procureurs d'Investissement Québec**
70, rue Dalhousie, Bureau 500
Québec QC G1K 4B2
Me Marie-Paule Gagnon
courriel : marie-paule.gagnon@steinmonast.ca
- À: SAMSON BÉLAIR/DELOITTE TOUCHE INC.** **Contrôleur**
1, Place Ville-Marie, Bureau 3000
Montréal QC H3B 5K1
M. Pierre Laporte
M. Jean-François Nadon
courriel: pilaporte@deloitte.ca
jnadon@deloitte.ca
- À: MCCARTHY TÉTRAULT** **Procureurs du Contrôleur**
1000, rue De La Gauchetière Ouest, Bureau 2500
Montréal QC H3B 0A2
Me Mason Poplaw
Me Miguel Bourbonnais
courriel: mpoplaw@mccarthy.ca
mbourbonnais@mccarthy.ca
- À: BORDEN LADNER GERVAIS** **Procureurs de Ocean Hotels I Limited, Ocean Hotels II Limited et Ocean Hotels PLC**
1000, rue De La Gauchetière Ouest, Bureau 900
Montréal QC H3B 5H4
Me Mathieu Lévesque
Me Jacques S. Darche
Me Jean-Marie Fontaine
Me Peter P. Pamel
courriel: malevesque@blgcanada.com
jdarche@blgcanada.com
jfontaine@blgcanada.com
ppamel@blgcanada.com

- À: **MCMILLAN**
1000, rue Sherbrooke Ouest, Bureau 2700
Montréal QC H3A 3G4
Me Marc-André Morin
courriel: marc-andre.morin@mcmillan.ca
**Procureurs de Wärtsilä Ship
Design Norway AS, et
Wärtsilä Norway AS**
- À: **FASKEN MARTINEAU DUMOULIN**
Case Postale 242, Bureau 3700
800, Square Victoria
Montréal QC H4Z 1E9
Me Alain Riendeau
courriel: ariendeau@fasken.com
Procureurs de Cecon ASA
- À: **FASKEN MARTINEAU DUMOULIN**
Case Postale 242, Bureau 3700
800, Square Victoria
Montréal QC H4Z 1E9
**Procureurs de Upper Lakes
Group Inc.**
- FASKEN MARTINEAU DUMOULIN**
140, Grande Allée Est, Bureau 800
Québec QC G1R 5M8
Me Serge Guerette
Me Xeno Martis
Me Charles Mercier
courriel: sguerette@fasken.com
xmartis@fasken.com
cmercier@fasken.com
- À: **LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS**
1002, rue Sherbrooke Ouest, 28^e étage
Montréal QC H3A 3L6
Me Gerry Apostolatos
courriel: gerry.apostolatos@lkd.ca
**Procureurs d'Exportation et
développement Canada**
(Montréal)
- À: **LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS**
801, Grande Allée Ouest, Bureau 300
Québec QC G1S 1C1
Me Alain Robitaille
Me John O'Connor
courriel : alain.robitaille@lkd.ca
john.oconnor@lkd.ca
(Québec)
- À: **BRISSET BISHOP s.e.n.c.**
2020, rue University, Bureau 2020
Montréal QC H3A 2A5
Me David G. Colford
courriel : davidcolford@brissetbishop.com
**Procureurs de Comfact
Corporation**

À: **WOODS s.e.n.c.r.l.**
2000, avenue McGill College, Bureau 1700
Montréal QC H3A 3H3
Me Neil Peden
courriel : npeden@woods.qc.ca

**Procureurs de NM Rothschild
& Sons Canada Limitée et
Rothschild Inc.**

À: **LAMBERT SOMEC**
1505, rue des Tanneurs
Québec QC G1N 4S7
Me Stéphane Moisan
courriel : smoisan@lambertsomec.com

À: **OGILVY RENAULT**
1, Place Ville Marie, Bureau 2500
Montréal QC H3B 1R1
Me Sylvain Rigaud
courriel : srigaud@ogilvyrenault.com

**Procureurs de Fincantieri
S.p.A. et DRS Technologies
Canada Ltd.**

PRENEZ AVIS que la présente Requête sera présentée pour adjudication devant l'un des juges de la Cour supérieure (Chambre Commerciale), dans et pour le district de Québec, en salle 3.39 du Palais de justice de Québec, situé au 300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec), le 31 mars 2011, à 10h30 ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

MONTREAL, le 30 mars 2011

Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Procureurs de la Requérante-Débitrice

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-11-019127-102

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)
(Siégeant en vertu de la *Loi sur les arrangements
avec les créanciers des compagnies*)

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT OU COMPROMIS DE:**

CHANTIERS DAVIE INC.

Requérante-Débitrice

et

**SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE
INC.**

Contrôleur

LISTE DE PIÈCES

PIÈCE R-1 : *Exclusivity Agreement* entre Chantiers Davie Inc., Fincantieri - Cantieri Navali Italiani S.p.A. et DRS Technologies Canada Ltd.

PIÈCE R-2 : 15^{ème} Rapport du Contrôleur

MONTRÉAL, le 30 mars 2011

Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Procureurs de la Requérante-Débitrice

PIÈCE R-1

***EXCLUSIVITY AGREEMENT* ENTRE CHANTIERS DAVIE INC.,
FINCANTIERI - CANTIERI NAVALI ITALIANI S.P.A. ET DRS
TECHNOLOGIES CANADA LTD.**

EXCLUSIVITY AGREEMENT

THIS EXCLUSIVITY AGREEMENT is dated as of March ____, 2011.

BETWEEN:

DAVIE YARDS INC., a corporation incorporated under the laws of Canada

(the “**Company**”)

AND:

FINCANTIERI – CANTIERI NAVALI ITALIANI S.P.A., a company incorporated under the laws of Italy

(“**Fincantieri**”)

AND:

DRS TECHNOLOGIES CANADA LTD., a company incorporated under the laws of Canada

(“**DRS**”)

Each of Fincantieri and DRS are hereinafter referred to as a “**Bidder**” and collectively the “**Bidders**”

RECITALS:

- A. The Company has filed for protection with the Superior Court of Quebec (the “**CCAA Court**”) pursuant to the *Companies’ Creditors Arrangement Act* (Canada) (“**CCAA**”) and Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. has been appointed as monitor (the “**Monitor**”).
- B. The Bidders have submitted a non-binding expression of interest to the Company dated March 29, 2011 (the “**Offer**”) regarding a transaction for the sale of substantially all of the assets (the “**Assets**”) of the Company to a newly incorporated Canadian company (“**Newco**”) to be established by the Bidders or affiliates thereof (the “**Transaction**”).
- C. The Company and the Bidders wish to negotiate (the “**Negotiation Process**”) the terms of a Transaction on the basis of the Offer.
- D. The Company has concluded that it is in the best interest of all of its stakeholders to pursue the Negotiation Process on an exclusive basis with the Bidders.

THEREFORE, the parties agree as follows:

1. **Exclusivity**

In consideration and recognition of the time and expense the Bidders will incur to complete their due diligence for the purpose of submitting a possible definitive offer and subsequently negotiate a mutually acceptable definitive agreement, and to induce the Bidders to undertake such work, the Company hereby agrees that, subject to sections 5 and 6 hereof, it will, for a period commencing on the date of this Exclusivity Agreement and ending on June 30, 2011, negotiate solely with the Bidders and any affiliate concerning the Transaction. The Company agrees that it will not, directly, or through an agent, officer, director, employee, or third party acting directly or indirectly on behalf of the Company, solicit, accept, or negotiate any indications of interest or any other transaction that may result in a sale of any of its material assets from any party or parties or supply to any other party or parties non-public information with regard to the Company or the Assets or enter into any contract or agreement with any other party or parties regarding the sale of all or substantially all of the securities of the Company (whether by merger, consolidation or otherwise) or the sale or transfer of all or substantially all of the assets of the Company. The Company will promptly notify the Bidders of any proposal or any request by a third party to discuss, present, or negotiate any such transaction.

2. **Milestones**

As part of the Negotiation Process, the Bidders:

(a) undertake to negotiate in good faith with the Government of Quebec (“**GoQ**”) and/or Investissement Quebec (“**IQ**”) the terms of the capitalization and funding of Newco based on information to be provided to the Bidders by the Company, GoQ and/or IQ with a view to provide GoQ with information as to the expected amount of any direct or indirect financing that may be required by Newco to carry out its activities. For this purpose, the Bidders undertake to inform GoQ of the amount of any such financing as soon as this has been identified and in any event before the Definitive Offer Date (as defined below);

(b) shall work in good faith with the Company and GoQ to submit a definitive offer for the Transaction by May 13, 2011 (the “**Definitive Offer Date**”). The Bidders undertake to respond to the Request for Proposals dated February 7, 2011 (the “**RFP**”) pursuant to the National Shipbuilding Procurement Strategy announced by the Government of Canada on June 3, 2010 (the “**NSPS**”) in accordance with clause 4 below.

3. **Confidentiality**

- (a) All information pertaining to the Company and its affiliates, which is non-public, confidential, personal or proprietary in nature (“**Information**”), including information about identifiable individuals (“**Personal Information**”) provided by the Company to each Bidder or its Representatives shall be kept in the strictest confidence in accordance with the terms of this Agreement and will not, without

the Company's prior written consent, or except as expressly provided in this Agreement, be disclosed by such Bidder in any manner whatsoever, in whole or in part, and will not be used by such Bidder, directly or indirectly, for any purpose other than evaluating and completing the Transaction including with respect to the submission of a bid by such Bidder or Newco in the RFP (the "**Purpose**").

- (b) The term "Information" includes (a) any and all Information regardless of nature or form, relating to the Company and its affiliates or any customer of, or supplier, or lender to the Company and its affiliates regardless of whether the Information was communicated in writing or by electronic transmission; and (b) any summaries, notes, analyses, compilations, studies or other records that contain or otherwise reflect such Information ("**Derivative Information**"). The term "Information" shall not include such portions of the Information which (i) are or become available to the public other than as a result of disclosure by a Bidder or its Representatives (as hereafter defined) in violation of this Agreement, (ii) a Bidder can show were in its lawful possession before it received such Information from the Company, (iii) are received from an independent third party who had obtained the Information lawfully and to a Bidder's knowledge was under no obligation of secrecy or duty of confidentiality owed to the Company, or (iv) have been independently developed by a Bidder without reference to Information.
- (c) Each Bidder shall store the Information properly and securely and ensure that appropriate physical, technological and organisational measures are in place to protect the Information against unauthorised or unintended access, use or disclosure.
- (d) Each Bidder may reveal or permit access to the Information to (1) its parent, subsidiaries, affiliates, partners, directors, officers, employees, agents and representatives (including lawyers, accountants, financial advisors and proposed lenders and/or equity investors), (each a "**Representative**") and (2) Representatives of the GoQ or IQ, in each case who require knowledge of the Information for the Purpose or who otherwise need to know such information under this Agreement, who are informed by such Bidder of the confidential nature of the Information, and who are directed by such Bidder to hold the Information in confidence. Each Bidder will be responsible for any breach of this agreement by its Representatives, unless and to the extent such Representatives shall have signed a confidentiality agreement with the Company substantially similar in substance to this Agreement with the respect to the Information.
- (e) Notwithstanding paragraph 3(d) hereof, each Bidder acknowledges that the benchmarking report, capability assessment report and international standards benchmark produced by Haskoning UK Ltd, First Marine International Advisory Group ("**FMI**") (the "**FMI Report**") is highly sensitive Information. Accordingly, each Bidder agrees that it will not disclose the FMI Report to any Representative (other than its directors, officers or employees who require knowledge of the FMI Report to complete the Purpose and its professional advisers who are bound to confidentiality by professional rules of conduct or pursuant to a confidentiality agreement substantially similar in substance to this Agreement), without the

Company's prior written consent and, if so requested by the Company, a confidentiality agreement executed by such Representatives with the Company substantially similar in substance to the confidentiality provisions of this Agreement.

- (f) Each Bidder acknowledges that the Information is a proprietary asset of the Company and its affiliates (and in respect of the FMI Report, the Company and FMI) and agrees that the disclosure of such Information shall not be deemed to confer upon such Bidder any rights whatsoever in respect of any Information.
- (g) Each Bidder and its Representatives will promptly return or destroy all copies of the Information upon the Company's written request upon termination of this Agreement (and in the case of information stored in electronic form, all such information will be permanently erased), except for that portion of the Information which consists of Derivative Information which will be destroyed. Notwithstanding the return or destruction of the Information, each Bidder and its Representatives shall continue to be bound by the confidentiality and other obligations hereunder. Notwithstanding anything to the contrary contained herein, in no event shall a Bidder be obligated to return or destroy all copies of the Information or any portion thereof to the extent that such Bidder is required to maintain a copy thereof or any portion thereof in accordance with such Bidder's internal record retention policies and procedures for legal, compliance or regulatory purposes.
- (h) Each Bidder acknowledges that neither the Company nor any of its Representatives nor the Monitor makes any express or implied representation or warranty herein as to the accuracy or completeness of the Information, and agrees that neither the Company nor its Representatives nor the Monitor shall have any liability, direct or indirect, to such Bidder or its Representatives relating to or resulting from the Information or the use thereof, errors therein or omissions therefrom, except in accordance with any specific representations and warranties made in any definitive agreement entered into regarding the Transaction.
- (i) In the event that a Bidder or any of its Representatives becomes legally compelled or required in connection with judicial or administrative proceeding, or as requested or required by regulatory authorities to disclose any of the Information, such Bidder will promptly provide the Company with written notice, to the extent it is permitted to do so under applicable law, so that the Company may seek a protective order or other appropriate remedy. Such Bidder will cooperate with the Company, on a reasonable basis and at the Company's sole cost and expense, to obtain a protective order or other remedy. In the event that such protective order or other remedy is not obtained, such Bidder will furnish only that portion of the Information that it is advised by its external counsel is legally required or advised to be disclosed and will exercise all reasonable efforts to obtain reliable assurances that confidential treatment will be accorded to the Information so furnished.
- (j) For greater certainty, the Company shall be entitled to file a copy of this Exclusivity Agreement with the CCAA Court and disclose the identity of the Bidders and their affiliates participating in the Negotiation Process.

4. National Shipbuilding Procurement Strategy

The Bidders shall jointly with the Company actively, diligently and in good faith pursue participation in the RFP and, subject to the submission of a definitive offer for the Transaction, submit a proposal under the RFP with a view to complying with all of the RFP requirements within the prescribed deadlines to the extent practicable. Each Bidder shall provide all reasonable resources required to submit a proposal in response to the RFP.

To the extent that the Negotiation Process is terminated for any reason or a Bidder otherwise decides not to pursue the Transaction, such Bidder shall, forthwith upon request from the Company, provide to the Company copies of all materials pertaining to the NSPS process prepared by such Bidder with the exclusion of any materials containing or reflecting non-public, confidential, personal or proprietary information of such Bidder, its affiliates or any customer of, or supplier, or lender to such Bidder or its affiliates.

5. Termination

This Exclusivity Agreement will terminate on the earlier of:

- (a) with respect to each Bidder, the date that such Bidder informs the Company that it shall cease to pursue a Transaction; and
- (b) May 13, 2011 or such later date set by the Federal Government of Canada as the relevant date for the qualification under the NSPS program but in any event no later than June 30, 2011.

6. Court approval

The Company shall, in good faith, request approval of this Exclusivity Agreement from the CCAA Court by March 31, 2011. Should the Court fail to approve this Exclusivity Agreement, this Exclusivity Agreement shall immediately terminate and be of no further force and effect.

7. No obligation to enter in a Transaction

Unless and until a definitive agreement is signed by both Bidders and the Company, there will not exist any binding obligation on the part of either party to consummate the Transaction.

8. Survival

Except as otherwise specified herein, the confidentiality and non-use obligations described in paragraph 3 of this Agreement shall survive the termination of this Agreement and shall continue in full force and effect until the earlier of (a) the date the parties hereto enter into a definitive agreement with respect to a Transaction containing equivalent terms and (b) the date which is two years from the date of termination of this Agreement. Notwithstanding the foregoing, Bidder acknowledges that the confidentiality and non-use obligations in this agreement pertaining to Personal Information shall survive any termination or expiration of this agreement only in

accordance with applicable law and the confidentiality and non-use obligations in this agreement pertaining to FMI Report shall survive without time limit.

9. Governing Law

This Exclusivity Agreement is governed by the laws of the province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein. The parties attorn to the exclusive jurisdiction of the CCAA Court with respect to all matters arising out of or relating to this Exclusivity Agreement.

10. Counterparts

This Exclusivity Agreement may be executed in one or more counterparts, each of which shall constitute an original, and together shall constitute one and the same agreement.

11. Language

The parties confirm that it is their wish that this Exclusivity Agreement, as well as any other documents relating to this agreement, shall be in the English language only. *Les parties confirment leur volonté que la présente entente d'exclusivité, de même que tous les documents s'y rattachant, soient rédigés en langue anglaise seulement.*

[Signatures on next page]

IN WITNESS OF WHICH the Parties have duly executed this Exclusivity Agreement on the date first set out above.

DAVIE YARDS INC.

By: _____
Name:
Title:

**FINCANTIERI – CANTIERI NAVALI
ITALIANI S.P.A.**

By: _____
Name:
Title:

DRS TECHNOLOGIES CANADA LTD.

By: _____
Name:
Title:

PIÈCE R-2
15^{IÈME} RAPPORT DU CONTRÔLEUR
À VENIR

NO : 200-11-019127-102

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT OU COMPROMIS DE:

CHANTIERS DAVIE INC.,

Requérante-Débitrice

et

**SAMSON BÉLAIR /DELOITTE & TOUCHE
INC.;**

Contrôleur

REQUÊTE EN PROROGATION DE DÉLAI

(Article 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, c. C-36)
AFFIDAVIT, AVIS DE PRÉSENTATION, LISTE DE PIÈCES, Pièce R-1

ORIGINAL

M^e Sandra Abitan Tél.: (514) 904-5648 et
M^e Martin Desrosiers Tél.: (514) 904-5649

Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Procureurs de la Requérante-Débitrice

1000, rue de la Gauchetière Ouest, Bureau 2100

Montréal (Québec) Canada H3B 4W5

Fax: (514) 904-8101

Code : BO 0323

n/d: SA4747-1112472